
Avec du travail, les gens s'en sortiraient

Par Tigran Paskevichyan - 30/9/2007

Au premier coup d'œil, le village d'Aygehovit à Tavoush, situé à 22 km de la frontière avec l'Azerbaïdjan, ressemble à une région qui frappe par sa prospérité. La commune possède 922 hectares de terres arables et 103 hectares de vignobles. Mais seuls 10 % des terres arables et la moitié des vignobles sont irrigués. Un tiers environ de la superficie totale borde la frontière, une zone minée et donc inexploitable.

3 570 habitants sont recensés à Aygehovit, dont 3 390 qui y résident en permanence. 200 habitants environ vivent à l'étranger, certains avec leurs familles, les autres étant partis chercher du travail. Ils travaillent cinq ou six mois, puis reviennent chez eux à l'automne.

« Le plus important c'est qu'aucune des maisons du village ne soit à vendre. Les gens ont beau être partis, ils gardent leurs maisons. » déclare Levon Grigoryan, le chef du village, qui ajoute : « L'émigration existe, mais il y a aussi la tendance opposée. Ceux qui veulent revenir. Deux familles l'ont déjà fait. »

La raison pour laquelle les gens partent peut s'expliquer par les conditions socio-économiques au village. Mais ceux qui reviennent ne le font pas parce que la situation se serait améliorée. « J'ignore pourquoi ils veulent revenir, mais le fait est que certains le veulent », note le chef du village.

Contrairement à d'autres chefs de villages, Levon Grigoryan ne considère pas cette vague d'émigration comme une catastrophe. « Ils sont toujours partis et revenus. Beaucoup sont partis dans les années 1950 ; après avoir construit l'usine Bentonit et la ville d'Azatamut en 1977, beaucoup de gens ont à nouveau quitté le village. » C'est plutôt la question de la force de travail qu'il juge catastrophique. « Le nombre de personnes qui travaillent dans l'agriculture baisse, car ce sont surtout des personnes âgées. Les jeunes ne sont pas intéressés par ce travail. »

Certains jeunes sont étudiants, d'autres partent en Russie après leur service militaire, en essayant de trouver un emploi de courte durée. « Ceux qui restent ici ne veulent ni cultiver la terre, ni élever du bétail », précise M. Grigoryan.

Il y a beaucoup de raisons à cela, toutes d'égale importance et interdépendantes. « Nous avons de belles collines où nous pouvons développer l'élevage », continue-t-il, en ajoutant cependant juste après que la route, qui y conduit, située à environ 70 km de là, a besoin d'être réparée.

« Pourquoi les villageois ne sèment-ils pas de blé ? » demande Aslibek Aharonyan, chargé du cadastre à la mairie. Puis, sans même attendre une réponse, il note que le village n'a pas de moissonneuse-batteuse. « Le blé, ce n'est pas comme les pommes, quelque chose que tu peux récolter en dix jours. Si tu ne le récoltes pas à temps, il s'abîme. » Il arrive qu'ils payent le combustible et le semis, de même que les semences, mais comme ils ne trouvent pas de moissonneuse, ils perdent non seulement le bénéfice potentiel, mais tout ce qu'ils ont investi avec. « Voilà pourquoi il y a des gens qui ne sèment plus rien, certains plantent du maïs au hasard, comme tant d'autres qui se contentent de semer de l'herbe pour nourrir leurs animaux », ajoute M. Aharonyan.

Les habitants d'Aygehovit n'élèvent des animaux que pour couvrir les besoins de leurs familles. « Ils gardent juste ce qu'il faut d'animaux pour avoir du lait, du lait caillé et du fromage chez eux. Ils n'en vendent au marché d'Idjevan que très rarement », dit-il.

La fermeture de la frontière avec le pays voisin a privé les villageois d'un marché accessible. Ils se souviennent aussi comment, lorsque la frontière était ouverte, les animaux n'étaient même pas ramenés des collines aux étables, mais conduits directement au marché de Ghazakh pour y être vendus.

La distance qui les sépare de tout marché accessible et le manque de relations commerciales a fermé l'économie d'Aygehovit. Aslibek Aharonyan précise que les forêts de leur village produisent chaque année entre 70 et 80 tonnes de mûres par an. « Je ne parle même pas des autres fruits – le cornouiller, les noix – qu'on a en abondance aussi. C'est vrai qu'il n'y a pas de marchés à proximité. Mais si on avait une unité de production ici, alors les gens récolteraient ces fruits et on créerait au moins quelques emplois », dit-il.

A l'époque soviétique, les habitants d'Aygehovit cultivaient principalement du raisin et du tabac. Beaucoup reviennent maintenant aux vignobles, mais ils n'ont pu rétablir la culture du tabac. Le tabac exige beaucoup d'eau, et il n'y en a pas ici. « La pompe est cassée et le système interne d'irrigation est fichu, laissant nos villageois à la merci de la pluie et du soleil. » précise le chef du village, qui nous assure que la rénovation du système d'irrigation aurait un effet global. « J'ignore si ça concernerait la culture du tabac, car ce n'est pas très rentable. Mais chacun se mettrait à cultiver du raisin. »

Le raisin est le seul produit agricole à avoir un marché. Les distilleries de cognac de Yérévan ont un centre à Berd, ville située à 50 km d'Aygehovit, qui achète du raisin. L'usine de vin d'Idjevan est à 14-15 km de là. Deux acheteurs potentiels de raisin pour les villageois, d'autant que les routes y conduisant sont en bon état.

Compte tenu de ces possibilités, les habitants voudraient créer des vignobles. Selon le chef du village, planter un vignoble par hectare nécessite un investissement de 7 000 à 8 000 dollars. Ce qui ramène au problème des prêts à long terme. Or les villageois n'ont pas les moyens d'assurer de tels prêts. « Personne n'accordera aux villageois un prêt de 6 à 7 ans à faible taux d'intérêt, pour leur permettre de s'établir. Mais un vignoble, ce serait un bon investissement, non ? » estime le responsable du cadastre, pour qui un vignoble ne suffirait certes pas à résoudre tous les problèmes des villageois, mais rendrait leur existence plus facile.

La mise en place et la rénovation des infrastructures sont vitales, mais la création de marchés et les investissements sont des questions non moins importantes. Toutefois, Levon Grigoryan, le chef du village, est d'avis que c'est la mentalité des villageois qu'il convient surtout de modifier. « Certains ont de la terre, mais ne veulent pas travailler. Vous pouvez toujours leur donner de l'eau, des équipements ou un prêt, ils ne cultiveront pas pour autant. »

15 ans se sont écoulés depuis l'attribution des terres aux particuliers. Les villageois ont tenté bien des choses et beaucoup appris. Les relations entre la terre, le villageois et le gouvernement doivent être grandement améliorées. Et cela doit se faire en même temps que le développement des infrastructures sociales et économiques. « Avant tout, ceux qui ne travaillent pas doivent voir que ceux qui travaillent s'en sortent ; les autres comprendraient d'eux-mêmes. » souligne notre chef de village, qui espère qu'au village beaucoup l'ont déjà bien compris.
